



[CLIQUEZ SUR LES PHOTOS POUR LA VERSION EN PDF DE CE DOCUMENT HISTORIQUE](#)

Marc Ravalomanana, mais surtout ses supporters, croit qu'il est un cas. D'un côté, il en est vraiment un, mais de l'autre, il faut qu'il se rappelle qu'il est le quatrième président élu de Madagascar qui a été éjecté du pouvoir par la rue. En fait, tous les présidents élus malgaches sont sortis par la lucarne de l'histoire. Pourquoi ? Grandeur et décadence d'hommes de pouvoir ayant paupérisé la Grande île de l'océan indien depuis plus d'un demi-siècle.

Philibert Tsiranana



Surnommé pompeusement « *Père de l'Indépendance* », comme si la liberté était un cadeau. En 1956, M. Tsiranana fonde le Parti social démocrate ou Psd. En 1958, sous la présidence de Charles de Gaulle, il devient le président officiel du Conseil du gouvernement de Madagascar, devenu république le 14 octobre de la même année. En fait donc, Tsiranana n'a jamais été élu par le peuple malgache. Il a été président de fait de 1958 à 1972, grâce au « *suffrage universel* » d'un comité restreint de politiciens malgaches, dénommé Parlement (le 1er mai 1959) et la volonté de la France qui voulait une indépendance « *surveillée* ».

Durant ce « *mandat* », la question qui se pose est : qu'est-ce que les dirigeants malgaches de l'époque ont fait de cette indépendance recouvrée ? Car, avant la colonisation, le royaume de Madagascar avait été reconnu par les grandes puissances comme les USA et l'Allemagne. Des documents historiques l'attestent, qui n'ont pas été calcinés lors de l'incendie du Palais de la Reine, en novembre 1995. Cette indépendance, sous la première république, a servi à instaurer un système de privilégiés au sommet de l'Etat. La « *politique du ventre* » de

Tsirana avait permis de cacher tous les vices de ce système. A cette époque, le nombre de zébus était le même que le nombre de la population. Mais déjà, il fallait être membre du Psd pour accéder à certains « *privilèges* ».

De son côté, la France avait mis sous sa coupe, un très large pan de l'économie nationale avec deux sociétés : la compagnie Lyonnaise et la compagnie Marseillaise.

C'est le **30 mars 1965** que Tsirana sera « *réélu* » à travers un vote du peuple. Grâce au bourrage des urnes, le score a atteint plus de 90% des suffrages exprimés. Avaient donc voté, les morts, les enfants, les malades. Que voulez-vous, Internet n'existait pas et les Frs (Forces républicaine de sécurité) veillaient au grain. Mais le pays du « *moramora* »

(nonchalance) comme l'avait décrit Tsirana lui-même, ne le restera pas éternellement. Malgré un développement de façade -lorsque le peuple mange, tout va pour le mieux-, le grand sud, toujours en proie à la sécheresse et à la famine, se souleva en

avril 1971

, sous la conduite du parti Monima de Monja Jaona. Slogan :

« *Madagasikara ho an'ny Malagasy*

» ou Madagascar aux Malgaches. Ce

« *nuage* »

qui assombrissait le tableau idyllique du

« *Pisodia izahay mandrapahafatinay* »

(Psd jusqu'à la mort) fut sévèrement réprimé. Bilan : 1.000 morts. Le Monima fut rayé de la liste des partis politiques pouvant exister, leurs dirigeants ont été déportés au bagne de Nosy Lava. Les prémisses d'une révolution venaient d'éclorre. Mais, comme tout dictateur enivré par le pouvoir, Tsirana fit comme si de rien n'était.

Le **30 janvier 1972**, Tsirana est élu pour la troisième fois, dans les mêmes conditions d'iniquité et de confiscation des désirs d'un peuple venant sortir de la colonisation. Docile, il attendait son heure. Le début de la chute du pouvoir Psd de Tsirana était arrivé par la grève des 500 étudiants en médecine et en pharmacie de Befelatanana, le... 22 janvier. Quelles étaient leurs revendications ? Amélioration des conditions d'hébergement, amélioration et diversification des repas, augmentation du montant des bourses et alignement du programme

sur celui de la Faculté de médecine. Réponse de Tsiranana : il fait dissoudre purement et simplement l'Association des Etudiants en médecine et pharmacie (AEMP). Comme s'ils n'attendaient que ce signal, les étudiants prirent la relève, suivis des élèves et des écoliers, en avril 1972. La répression commence. Revendication : malgachisation des cadres de l'enseignement. Mais, au lieu de se pencher sérieusement sur ce grave problème socio-politique, Tsiranana exacerba la jeunesse malgache en organisant, le **1er mai 1972**, son investiture, à la suite de sa réélection. Un comble ! La grève estudiantine fait tâche d'huile vers les fonctionnaires.

Le **8 mai 1972**, le pouvoir accuse les «*meneurs*» de trouble de l'ordre public, de «*tromperie du peuple par des banderoles au contenu mensonger, contrainte de la majorité des étudiants à suivre cette grève par la tromperie et la coercition*»

. La mort de l'étudiant Modeste Randrianarisoa, à Ambalavao (j'y étais de passage ce jour-là) sera l'étincelle qui allumera le feu de la chute de Tsiranana. Modeste deviendra un martyr au même titre que Steve Biko en Afrique du Sud dans la lutte contre l'apartheid. Dans toutes les grandes villes de Madagascar, une grande marche est organisée à la mémoire de ce martyr, symbole de la lutte contre l'injustice du régime Psd de Tsiranana.

Le **12 mai 1972**, le régime accumule ses erreurs. A travers l'unique radio du pays, il accuse cette fois, les grévistes de vouloir renverser le régime. C'est à partir de cette époque que tous les dirigeants malgaches à venir ont une peur bleue d'une grève, droit fondamental. Pour eux, toute grève signifie, dans leur esprit mal tourné, leur chute. La nuit de ce même 12 mai, les forces de l'ordre, bafouant la zone franche universitaire, envahissent le campus universitaire, à Ankatso, et arrêtent des centaines de personnes, soupçonnées d'être les meneurs. Dirigés vers Arivonimamo, ils seront tous aéroportés vers le bagne de Nosy Lava.

13 mai 1972. Informés de cela, nous étudiants de l'époque, nous sommes tous montés à l'université pour redescendre sur l'avenue de l'indépendance, devant l'hôtel de ville, réclamer la libération de ces personnes. Notre cri : «*Avoay ny namanay* ! » (libérez nos compagnons). Réponse de Tsiranana : il fait tirer sur nous par les Frs. Nos morts, à peine relevés, il se permet de déclarer à la radio, le soir :

«*si vous persistez, ce sera tsak tsak zato arivo* ».

Mais c'est déjà fini pour lui. Lorsqu'un dirigeant fait tirer sur ses compatriotes, il a creusé lui-même sa tombe politique. La chasse aux Frs fut terrible, après l'incendie involontaire de l'hôtel de ville. Nous avons voulu enfumer les Frs qui s'y étaient réfugiés. Le feu n'a pas pu être circonscrit faute de matériel adéquat, les camions citernes des pompiers ayant été incendiés. Depuis, cette place sera dénommée Place du 13-mai 1972, en souvenir de la trentaine d'étudiants qui y trouvèrent la mort sous les balles des Frs. Mais elle devint aussi le symbole de la liberté. Plus tard, les déportés furent tous libérés, les Frs écartés de toute opération de

maintien de l'ordre. Mais la grève estudiantine est devenue une manifestation nationale et il a été demandé à l'armée de prendre le pouvoir. Le général Gilles Andriamahazo est alors nommé gouverneur militaire d'Antananarivo. Tsiranana est bien fini. Le 18 mai 1972, il remet les pleins pouvoirs au Chef de l'Etat Major Général de l'Armée, le Général Gabriel Ramanantsoa.

Ce sera la première période de transition à Madagascar.

Le **8 Octobre 1972**, un référendum modifiant la Constitution de 1959 est adopté à 96% des voix, et écarte définitivement du pouvoir le Président Tsiranana, qui avait fait campagne pour le « non ».

Gabriel Ramanantsoa devient le Chef de l'Etat. Il en verra des vertes et des pas mûres dans une société en reconstruction...

Le 4 Juin 1973, c'est la révision des accords de coopération franco-malgache, menée par le ministre des Affaires étrangères, un certain Didier Ratsiraka. Le

31 Décembre 1974

, des militaires côtiers se mutinent et se réfugient au camp du Groupe mobile de la police (GMP) à Antanimora, sous la conduite du Colonel Brécharad Rajaonarison. Ils en seront délogés et le 25 Janvier 1975, le général Ramanantsoa dissout le gouvernement. Le

5 Février 1975

, il remet, à son tour, les pleins pouvoirs au colonel Richard Ratsimandrava qui devient alors Chef d'Etat. Mais le

11 Février 1975,

Ratsimandrava est assassiné à Ambohitatovo ambony. Un Directoire militaire est immédiatement mis en place.

Ce sera la seconde période de transition malgache.

Le **15 Juin 1975**, Didier Ratsiraka est « élu » par le Directoire militaire Président du Conseil suprême de la révolution (CSR), avec fonctions cumulatives de Chef d'Etat et chef de gouvernement. Le

21 Décembre 1975, un référendum est organisé. But triple : acceptation de la Charte de la Révolution socialiste ; acceptation de la Constitution de la IIe république, élection de Didier Ratsiraka comme Président de la République. Tsiranana décèdera dans l'oubli, le 16 avril 1978.

Didier Ratsiraka

Madagascar : Tous les présidents élus ont été jetés dehors par la rue

Dimanche, 27 Février 2011 15:22 - Mis à jour Dimanche, 27 Février 2011 19:51

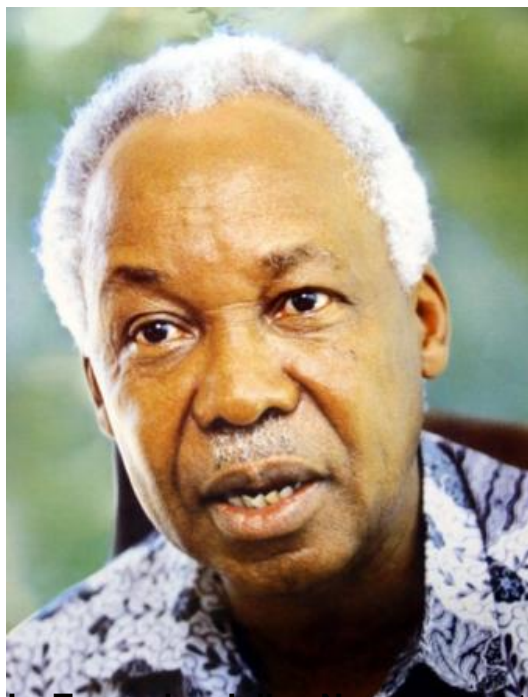




Le Sénégalais Léopold Sédar Senghor . en 1980



Le Camerounais Ahmadou Ahidjo : en 1982



Le Tanzanien Julius Nyerere en 1985



Le Malien Amadou Toumani Touré : en 1992



Le Algérien Liamine Zéroual : en 1999

Le Djiboutien Hassan Gouled Aptidon : en 1999



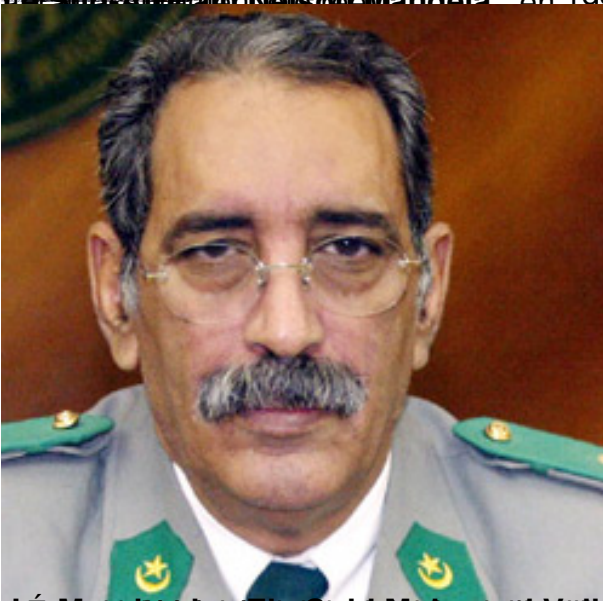
Le Seychellois France-Albert René : en 2004



Le Mozambicain Joaquim Chissano : en 2005



Le Sud-Africain Nelson Mandela : en 1999. Il a préféré ne pas briguer un second mandat où il



Le Guinéen Abdourahmane Toure : en 2005. On lui a dit qu'il était élu mais